L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Conseil Général de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 26 MAI 1837

EXEMPLE A SUIVRE

La banque des *Planters* de Natchez a annoncé qu'elle paierait six pour cent d'intérêt sur tous les billets en circulation présentés, ainsi que sur tous les billets qu'elle considérerait le paiement en espèces, jusqu'à ce qu'elle reprenne le cours ordinaire de ses opérations. Voici les résolutions adoptées par la direction:

Résolu, Qu'il sera du devoir du receveur ou de tout autre officier de la banque, jusqu'à l'époque de la reprise des paiements en espèces, d'endosser tout billet qui lui sera présenté au comptoir pour en recevoir espèces, pour la présentation, et que tel billet ainsi endossé portera intérêt à raison de six pour cent par an, depuis ce jusqu'à ce que la banque reprenne ses paiements en espèces.

Résolu, Que tout dépôt particulier dans ce bureau, à date d'un jour où il sera présenté un chèque ou ordre pour une certaine partie, portera intérêt à raison de six pour cent par an, depuis ce jusqu'à ce que le chèque ou ordre soit payé en espèces.

Extrait du minutes,
H. D. MANDEVILLE, Caissier.
Banque des Planters, 15 mai 1837.

La banque du district de Vicksburg vient aussi de suspendre, à payer en espèces tous ses billets.

Les directeurs de la Banque Commerciale de Mississippi a annoncé que cette institution paierait tous ceux qui se présenteraient, et qu'elle paierait en espèces sur tous les billets de la banque, et qu'elle ne prendrait pas pour cette raison de supplément de primes aux porteurs; que l'assurance que les directeurs donnaient de la prompte reprise des paiements en espèces, et que la suspension de la banque, n'était que momentanée.

Le *Constitutionnel* publie aujourd'hui une note sur la suspension de paiements de la banque de France. Il nous semble que cette note, qui ne fait que répéter ce que nous avons dit hier, est bien inutile. Nous ne pensons pas que personne ait jamais songé à mettre en doute la solvabilité de la banque de France, et nous ne croyons pas que la mesure qu'elle vient de prendre puisse affecter le crédit de cet établissement. Il est évident que la banque, ne voulant pas se mettre dans la nécessité de refuser le remboursement de ses billets, a pris les précautions nécessaires pour éviter un pareil embarras. Elle a donné un avis public, afin que chacun sache à quoi s'en tenir, et elle a bien fait. Nous ne voyons pas ce qu'il y a là de fâcheux pour le commerce. Il est bon que les choses soient nettement définies, et que chacun connaisse sa position. Ce qu'il faut éviter, c'est l'incertitude, c'est le vague, c'est l'inconnu. Quand on sait à quoi s'en tenir, on prend ses mesures en conséquence, et on ne se trouve pas pris au dépourvu. Nous ne pensons pas que la mesure prise par la banque de France ait rien d'alarmant. Elle a été déterminée par des circonstances particulières, et elle ne peut avoir aucune influence fâcheuse sur la marche des affaires. Nous ne pensons pas non plus que la suspension de paiements de la banque de France doive avoir aucune influence sur le cours du change. Le change sur Paris a été coté hier à la banque à 20[illegible] 1/2. La prime sur les bons de l'Echiquier est de 3[illegible] 4 à 40 act, sur les bons des Indes, de 37 à 39.

On a fait peu d'opérations de change, sur Paris, il se tient ferme, mais en général, il n'y a pas de changement. Les transactions dans les fonds étrangers, sont peu de chose; la confiance est trop rare pour les spéculations.

Les nouvelles reçues de l'Inde aujourd'hui portent que le gouvernement a déterminé de commencer immédiatement les hostilités contre le Rajah Goum Sout.

FRANCE.

La crise continue. Le Roi refuse d'accepter la seule combinaison ministérielle qui puisse se soutenir dans les circonstances actuelles.

Le *Journal de Paris*, du 12 avril, dit que la bourse a été extrêmement agitée pendant la veille dans le but de relier politiquement deux événements très différents. Nous ne comprenons pas comment ces deux événements peuvent être reliés politiquement. Il faut avoir recours à une théorie capable de résister à toutes les lois connues de la logique.

Et l'*Indicateur*, qui est, je veux savoir comment il explique cette énigme.

Que voulez vous dire, [illegible] des femmes, Monsieur, quand vous nous dites dans vos malheurs: C'est réellement vrai! Jetons d'abord, premier malheur! et le père de tous les autres, vous m'avez épousé.

Ma maison!

Nous y rendrons. Second malheur en plusieurs parties, vous m'avez fait cinq enfans.

Ma maison!

N'est-il pas vrai que Jane Troisième malheur, vous me faites par votre ignoble nébulion à ruiner à la cour de Pétersbourg, ainsi, la vicomtesse de [illegible]

Ma maison!

Nous y rendrons. Monsieur, pour se connaître avec cette [illegible]

Ma maison!

Il y en a un dernier [illegible] vous savez que cette maison [illegible] bien [illegible] Style dans peu plus [illegible] Ma maison! Ma maison! Ma maison!